



Photo : pierre matzo

«Pour que, demain aussi, nous puissions offrir des emplois» : les patrons se soucient de l'avenir de leurs entreprises.

Costards et banderoles

Près de 600 chefs d'entreprise de tous les secteurs se sont rassemblés hier devant la Chambre pour manifester contre la politique de l'autruche du gouvernement.

La majorité gouvernementale tout comme les syndicats ont fait l'objet d'une critique pétillante hier en fin d'après-midi devant la Chambre des députés. À coups de sifflets et d'applaudissements, les centaines de patrons qui s'y étaient réunis ont approuvé le discours de Norbert Geisen, président de la Fédération des artisans, qui avait organisé le rassemblement.

De notre journaliste
Christiane Kleer

Le scénario de ce début de soirée, hier, sur le parvis du Palais grand-ducal, était loin de la normalité. C'est le moins que l'on puisse dire. Dès 17 h, les premiers chefs d'entreprise ont envahi la place pour se rassembler devant le pupitre qui y avait été mis en place. Une manifestation de patrons, ça sort de l'ordinaire, on pourrait même dire qu'il s'agit d'un événement historique. Contrairement aux syndicats, dont les menaces de mobilisation générale en cas d'échec de la tripartite se sont vite tuées, ils n'ont pas évité la rue. «Il est loin d'être

normal que les patrons battent le pavé», a même assumé Norbert Geisen, le président de la Fédération des artisans, «la décision n'a pas été facile, mais nous nous sommes dit que le temps était venu de montrer que cela suffit.»

➤ Une hausse des charges salariales redoutée

Près de 600 chefs d'entreprise ont répondu à l'appel à la mobilisation de son organisation, soutenue par l'UDEL et les fédérations des agriculteurs, afin de pouvoir laisser libre cours à leur colère face au dénouement de la tripartite. Les bêtes noires des manifestants : l'immobilisme du gouvernement et l'incohérence des syndicats. Des ressentiments dont un Robert Weber, président du syndicat chrétien-social, a dû subir les effets de plein fouet : assez courageux pour quitter la salle d'assemblée de la Chambre pour se mêler à la foule, c'est en huant que celle-ci l'a accueilli. Un membre du gouvernement n'a pas pu être déniché dans le rassemblement. Il est toutefois

improbable que le message des patrons furieux ne soit pas entendu. La liste d'inquiétudes du patronat est longue. La tranche d'index à hauteur de 2,5 % qui tombera le mois prochain, l'augmentation du salaire minimum de 1,9 % à partir de janvier 2011 et l'incertitude par rapport à une éventuelle hausse des cotisations à la caisse maladie : les prévisions les plus pessimistes estiment que les charges pourraient augmenter de pas moins de 7 % pour les PME. «Il faut veiller à ne pas casser les entreprises, responsables du pouvoir d'achat, par l'indexation et le salaire minimum», avertit Norbert Geisen, qui refuse que le patronat soit relégué à la position de bouc émissaire. Pour lui, l'argument syndical selon lequel les chefs d'entreprise compromettraient le dialogue social ne compte pas. Ainsi, le patronat estime que la menace sur le dialogue social a commencé dans les rangs des membres brouillés de la coalition et chez les syndicats qui ont refusé de négocier à l'heure de la tripartite. «Le dialogue social a lieu tous les jours

dans nos entreprises. Nous connaissons nos salariés et leurs familles, nous connaissons leurs problèmes. Et il n'est pas forcément nécessaire qu'un syndicaliste soit de la partie», indique Norbert Geisen qui, pour terminer, s'est adressé à son ami Jean-Claude Juncker. «Vous étiez un grand Premier ministre quand vous pouviez sortir de l'argent à la pelle. Maintenant, montrez-nous que vous l'êtes aussi dans les mauvais jours quand il s'agit de sécuriser l'avenir des générations futures et de donner une perspective aux entreprises», lance Norbert Geisen, qui place ses espoirs dans la bienveillance des députés lors du débat sur la compétitivité de cet après-midi.

Une pétition, signée par 2 087 entreprises, a été remise au président de la Chambre, Laurent Mosar. Pour l'instant, les patrons peuvent se réjouir du soutien de leur allié, le DP. Dans un communiqué paru hier, les libéraux s'expriment pour une interruption de l'indexation automatique pour la tranche qui devrait suivre celle de juillet.